



La DIRECCTE Nouvelle Aquitaine, victime de l'austérité : jusqu'où et quand ?

Alors que nos services ont déjà perdu au niveau national 20 % de leurs effectifs au cours des 10 dernières années, les suppressions de poste continuent à se multiplier. Au-delà de la dégradation des conditions de travail, c'est le contenu même de nos missions qui est en passe d'être transformé, puis menacé de suppression. Se dessine un ministère du travail coupé des demandes du public que l'on renverra, au mieux, vers des plates-formes téléphoniques et des applications informatiques.

Le triste bilan de la Nouvelle Aquitaine

Les services de nos trois DIRECCTE comptaient 991 agents en 2011. Nous n'étions plus que 863 fin 2016, avec comme objectif cible 832 agents fin 2017.

Tous les services vont continuer à être impactés par les réductions d'effectifs. Entre les suppressions de postes et les départs à la retraite non remplacés, l'objectif affiché de la direction régionale est de passer de 727 à 700 d'ici à la fin de l'année sur le champ travail-emploi. Sur 170 départs à la retraite prévisibles en 2017-2018, 140 concernent la mission travail-emploi-formation professionnelle. Certaines UD, déjà en situation dramatique, vont voir plus de 25 % de leur effectif partir à la retraite sur cette période (UD 64, UD 24).

Les situations sont différentes selon les UD mais la direction entend bien faire peser les efforts partout, y compris ceux déjà en dessous de leur objectif de référence ! (suppression d'une section en UD 23 pourtant considérée en sous-effectif de 0,5 agent ; l'UD 33 reste en très grave sous-effectif sans perspective d'augmentation). Ce ne sont pas moins de 15 suppressions de section qui sont prévues en 2017 sur les 196 existantes, dont pas moins de 4 dans certains départements (UD 17 et UD 64).

Le nombre d'agents de secrétariat ne cesse de diminuer : dans certaines UC, une personne pour 3 voire 5 à 6 agents de contrôle (UD 33, UD 24).

Concernant les services renseignements, certains départements ont réduit de manière drastique les accueils physiques et téléphoniques des usagers et les conditions de travail dans ces services sont très fortement dégradées.

L'UD 33 ne répond plus aux courriels des usagers depuis le début de l'année, ses services sont désormais fermés de 12h à 13h et deux après-midi par semaine. En UD 24, il n'y a plus de réception ni physique ni téléphonique l'après-midi. En UD 79, l'absence d'agent d'accueil a généré l'agression d'une collègue de la SCT au mois de février.

Le pôle 3E, très impacté au cours des dernières années (- 20 % des effectifs), subit maintenant les réorganisations générées par la création de la grande région qui impliquent des mobilités géographiques et fonctionnelles.

Dans ce contexte très changeant et incertain pour les agents, les fonctions support sont aussi menacées, et comme le pôle 3E, en rupture de contribution à la baisse des effectifs. Sur la période 2011-2015, le secrétariat général a perdu 14,5 % de ses ETP en UR et 20,77 % en UD. D'ici 2018, 37,5 % des agents assurant le relai fonctions support en UD partent à la retraite, dont 50 % pour les UD 24 et 79, 66 % en UD 23, 75 % en UD 86 et 100 % en UD 19. La plupart de ces UD ne dispose déjà plus d'agent des services informatiques. Le service communication vient de voir ses effectifs tranchés en deux, dans des conditions humainement inacceptables. En Gironde, un agent de gestion remplace trois techniciens de maintenance.

Dans le même temps, les agents ne sont plus prioritaires pour demander un changement de poste en interne, tous les postes vacants ne sont pas ouverts, certains postes ouverts ne sont pas diffusés à tous...

Les « solutions » de la hiérarchie sous forme de langue de bois :

- Appliquer le projet 3MO (modernisation des Moyens et Mutualisation) visant à adapter les services aux suppressions de postes et à la réforme territoriale
- « Procéder à l'absorption des déséquilibres et écarts entre les UD » (pas de remplacement des départs dans les UD en sureffectif)
- Réduction du nombre des sections et création des sections Transports
- Réorganiser (ou désorganiser ?) les services de renseignements
- Développer la mobilité UR-UD dans les ex capitales régionales
- Toujours et encore plus mutualiser les tâches
- « Conforter le pilotage et ses moyens » (gestion comptable des effectifs)

Face à ces attaques, mobilisons-nous pour défendre nos postes, nos missions et nos conditions de travail !

L'intersyndicale revendique :

- l'arrêt des suppressions de postes
- la mise à la vacance nationale de tous les postes non pourvus
- le recrutement statutaire pour pourvoir tous les postes vacants et l'augmentation des effectifs, notamment de catégorie B et C, pour rattraper les baisses d'effectifs des années passées
- aucune suppression de section
- le maintien de services de renseignements, gratuits, de proximité avec accueil physique, non au numéro unique
- le retrait du projet « 3MO » ou « comment gérer la pénurie ... »
- le maintien de tous les sites et de toutes les missions dans les unités départementales
- aucune fermeture de service (SRC – FSE) dans les anciennes capitales régionales
- aucun transfert d'effectifs dans le cadre des délégations de compétences aux régions dans le cadre de la loi NOTRe

L'intersyndicale CFDT, CGT, CNT, FO, FSU, SUD, UNSA appelle à la mobilisation et à la grève le 18 mai: un rassemblement est prévu à 10h à Artigues à la Maison de la Promotion Sociale/Campus Atlantica (tram A direction Floirac Dravemont – arrêt LA MAREGUE) au moment où le CTSD est saisi de ces questions.